

LA MISSION CHRÉTIENNE ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

P. Donal Dorr

Le P. Donal Dorr est un missionnaire à la vaste expérience. Théologien et animateur de groupes marginalisés, il a également mis ses compétences au service de l'Union des Missionnaires Irlandais et du Conseil Pontifical de Justice et Paix. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels un livre intitulé : Cent ans d'enseignement social de l'Église, qui a reçu le prix « Spiritualité Justice et Option pour les pauvres ».

Original en anglais

Conférence publiée dans la revue Sedos, 2007. Le style oral a été conservé

Voici les huit objectifs fixés par l'ONU pour le développement :

1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Dans cette causerie j'essaierai de répondre à deux questions :

1. Quelle est la raison spécifique de l'engagement de la mission chrétienne dans la réalisation des objectifs du millénaire – une raison qui soit distincte des raisons morales sur lesquelles les chrétiens s'accordent avec les humanistes et les peuples d'autres religions ?
2. L'approche missionnaire chrétienne se caractérise-t-elle par un point, un accent ou un parfum particulier?

Réponse à la question 1 : « L'humain »

L'aspect unique et le plus important du christianisme est bien sûr l'Incarnation - le fait que nous croyions que Jésus n'est pas seulement une révélation de Dieu mais qu'il est Dieu incarné : Dieu a pris notre humanité. Au cœur de ce mystère de l'Incarnation se trouve le titre le plus communément donné à Jésus dans le Nouveau Testament : non « Fils de Dieu », mais « Fils de l'Homme ». En fait,

l'expression « Fils de l'Homme » est une traduction inexacte et équivoque de l'expression du Nouveau Testament '*ho huios tou anthropou*'. Une traduction plus exacte serait 'l'Humain'. L'expression équivalente en hébreu et araméen (ben-'adam, bar-'enos), apparaît très fréquemment dans l'Ancien Testament comme synonyme de 'personne humaine' (par exemple dans les Ps 8, 5 ; 80, 18 ; 144, 3 ; en Ez 2, 1 ; 2, 3). Dans le livre de Daniel, la même expression est utilisée pour désigner une personne humaine très particulière, une personne qui représente son peuple entier et qui est enveloppée d'une certaine aura sacrée (Dn 7, 13).

Pourquoi Jésus a-t-il choisi de s'appeler « l'Humain » ? Il est très probable qu'il ait choisi ce titre en raison de son ambiguïté et de sa palette de sens différents. C'était un titre idéal pour suggérer les intentions de Jésus ; en partie, parce qu'il évoquait un certain personnage mystérieux, céleste, libre des connotations attachées au titre de « Messie ». Ce titre pouvait impliquer que Jésus était un instrument choisi de Dieu. Cependant, il ne faudrait pas que ces nuances nous distraient du sens le plus évident, à savoir que Jésus a choisi d'insister sur son humanité. L'emploi très fréquent de ce titre dans le nouveau Testament suggère que le caractère distinctif de Jésus était précisément d'être humain. Le titre peut même suggérer que Jésus est « CELUI qui est humain » - celui qui personifie l'humanité.

Ainsi pouvons-nous dire que ce titre signifie tout d'abord que Jésus se dit l'un de nous, solidaire des autres humains dans le monde. Deuxièmement, cela laisse entendre que Jésus est en quelque sorte une espèce spéciale d'humain, peut-être le modèle de ce que signifie le fait d'être humain - et même, peut-être, un représentant de l'humanité entière, récapitulant en lui la plénitude des plus hautes perfections de l'humanité. Troisièmement, je suggérerais que cela implique indirectement que son principal souci était d'aider les gens à vivre une vie pleinement humaine.

Le chemin vers Dieu : être pleinement humain

Le fait que Jésus se soit appelé 'l'Humain' indique que ce n'est pas en essayant de s'échapper de ce monde que l'on s'approche de Dieu - ou en fuyant les problèmes humains de tous les jours - mais plutôt en vivant une vie humaine pleinement authentique. En prenant ce titre, Jésus nous invite à ne pas commettre l'erreur de nombreux chrétiens dans le passé, et aujourd'hui encore, qui consiste à sous-estimer la vie de la terre et à considérer simplement cette vie présente comme une sorte d'épreuve destinée à mériter la récompense du ciel dans l'autre vie.

Puisque Jésus, l'Humain, nous invite à vivre comme lui une vie pleinement humaine, nous, ses disciples, sommes appelé(e)s à nous engager sans réserve à vivre une vie authentiquement humaine. En pratique, cela signifie vivre les valeurs de respect, de compassion, de justice, d'intégrité personnelle, de sensibilité écologique et autres valeurs morales d'ici-bas. Le point crucial est de saisir que

vivre les valeurs éthiques et politiques fait partie intégrante de notre vie à la suite de Jésus et du développement de notre relation avec Lui. Nous avons pris l'habitude de distinguer les dimensions verticale et horizontale de la spiritualité. Mais ces deux dimensions apparaissent déjà convergentes dans l'Ancien Testament – en particulier dans l'appel des prophètes. En Jésus, les dimensions verticale et horizontale se rencontrent et se chevauchent. Cela veut dire que nous ne pouvons prétendre à une relation authentique avec Dieu sans nous engager sans réserve à travailler au bien-être de ceux et celles qui partagent le monde avec nous.

Cette idée s'appuie sur le passage clé de l'Évangile de saint Matthieu où Jésus décrit la venue de « l'Humain » au jugement dernier. Matthieu met dans sa bouche ces paroles : « J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire... j'étais prisonnier et vous êtes venu me voir... Dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » (Mt 25, 35-40). Il est clair ici, que Jésus s'identifie avec toute personne humaine dans le besoin, particulièrement avec ceux et celles qui sont délaissés, exclus, ou abandonnés en marge de la société. Nous pouvons adapter au monde contemporain les paroles de la Première Lettre de St Jean : « Si quelqu'un dit 'J'aime Dieu' et qu'il ignore l'injustice structurelle, cause de la souffrance et de la mort de millions d'êtres humains, c'est un menteur : celui qui n'aime pas son frère ou sa sœur qu'il voit, ne saurait aimer Dieu qu'il ne voit pas » (cf. I Jn 4, 20).

En tout cela nous voyons combien il est important d'abandonner une fois pour toutes l'espèce de distinction dualiste du passé entre ce qui est spirituel et ce qui est 'simplement' humain, ou ce qui est du monde. C'est le Pape Jean Paul II qui a exprimé ceci de la manière la plus pleine et la plus claire. Dans sa toute première encyclique, *Redemptor Hominis*, il dit :

« L'homme, dans la pleine vérité de son existence, de son être personnel et en même temps, de son être communautaire et social.... cet homme est la première route que l'Église doit parcourir en accomplissant sa mission... route tracée par le Christ lui-même... » (RH 14).

Ceci signifie que chaque fois que Jean-Paul II souligne la primauté du spirituel dans ses affirmations, il ne revient pas à une théologie dualiste dépassée qui justifierait une « désertion » des chrétiens face à l'engagement social et politique. Ce qu'il a en vue est exactement l'inverse : c'est un humanisme intégral, embrassant toutes les dimensions de la vie, y compris la dimension économique, politique, culturelle et religieuse. Dans cette vision humaniste, le 'spirituel' se rapporte pour lui aux dimensions et aspects les plus profonds de la vie humaine.

En se donnant le nom de 'l'Humain', Jésus met en relief le fait qu'il est venu pour se faire solidaire de *tous* les êtres humains. Ce faisant, il nous appelle toutes et tous à nous reconnaître fondamentalement solidaires de toutes les autres

personnes, et nous invite à vivre à plein cette solidarité.

L'emploi du titre 'l'Humain', accompagnant l'identification de Jésus aux plus petits de ses frères et sœurs, oppose au nationalisme chauvin le défi d'adopter un regard plus universel. C'est un défi lancé au racisme, de surmonter ses préjugés. Il provoque les gens qui ont encore une vision patriarcale, à évoluer vers l'égalité des sexes. C'est un défi aux hommes d'affaires – et à nous toutes et tous qui sommes leurs client(e)s - de ne pas voir les habitants des pays moins développés comme une source de main d'œuvre bon marché mais comme des êtres humains qui ont le droit fondamental de percevoir un salaire correct et à bénéficier de bonnes conditions de travail. Tous ces défis se trouvent réunis en pratique dans le défi de s'engager à fond à promouvoir les objectifs du millénaire pour le développement ; ainsi trouvons-nous dans le titre porté par Jésus - 'l'Humain' -, la raison spécifiquement chrétienne de l'engagement.

Réponse à la question 2 : La priorité de la mission chrétienne : l'option pour les pauvres

À présent, je vais essayer de répondre à la seconde question que j'ai posée au début de cette étude, à savoir : L'approche missionnaire chrétienne se caractérise-t-elle par un *point*, un *accent* ou un *parfum* particulier ? La réponse est que l'accent particulier qui caractérise l'engagement du chrétien face aux objectifs du millénaire pour le développement est, ou tout au moins, devrait être, l'option préférentielle pour les pauvres.

J'ajouterai immédiatement qu'à mon sens, les chrétiens sont appelés aujourd'hui à faire 'le choix de la terre'. Comme pour le choix des pauvres, il s'agit aussi d'un engagement vital ; les deux sont étroitement liés. Cependant je me bornerai dans cet essai à ne traiter que de l'option pour les pauvres - principalement parce que l'option pour la terre est un choix que *tous* les humains sont appelés à faire et actuellement, il n'est pas évident que cela soit spécifique des chrétiens, en tant qu'entité distincte des autres religions ou des personnes qui n'ont pas de religion.

L'expression « option pour les pauvres » est apparue seulement au cours de la génération précédente. Le mot « option » implique qu'il y a choix personnel. Tout en soulignant cet aspect personnel, je voudrais insister sur le fait que le choix en question n'est pas essentiellement un acte d'ascèse privée ou même un acte de compassion à l'égard d'une personne pauvre. C'est, de manière spécifique, une réponse au niveau plus large de la société car elle est une réponse globale à l'ordonnance injuste de la société. C'est pourquoi elle n'a de sens que dans le contexte d'une prise de conscience de la manière injuste dont la société est structurée et de l'urgence à travailler pour la justice des structures, dans chaque société et dans l'ensemble du monde.

Quand nous cherchons dans la Bible l'origine de l'expression « option pour les pauvres », il peut être utile de faire une distinction préalable entre une option

pour la *justice* et une option spécifique pour les *pauvres*, et ensuite de voir comment le premier se transforme à la lumière du second. Une grande partie de la Bible insiste sur la justice sociale. Nous voyons s'enflammer la colère de Dieu, qui s'exprime par la bouche des prophètes, puis par Jésus, devant la manière dont les pauvres sont maltraités, devant la dureté de cœur et l'arrogance des riches. Ceci est l'option pour la *justice*.

L'option spécifique pour les *pauvres* est à placer dans ce contexte plus large, mais ici, l'accent est différent. Du point de vue biblique, l'expression 'option pour les pauvres' suggère une spiritualité inspirée par le fait de croire que Dieu prend ce qu'il y a de faible pour confondre ce qui est fort et ce qu'il y a de fou pour confondre les sages (1 Co 1, 27-28). Chaque fois, nous voyons dans la Bible que Dieu choisit des gens faibles et inattendus, afin de montrer que ce qui est important ce n'est pas la puissance humaine mais la confiance totale en l'initiative et la puissance divines. Nous voyons Dieu choisir Moïse, piètre orateur (Ex 4, 10-12), et David, le moins susceptible de la famille de devenir roi (1 Sam 16, 6-13). Il est clair qu'en choisissant Israël pour être le Peuple Élu, Dieu ne cherchait pas à donner à son geste un sens politique, mais il voulait plutôt confondre la sagesse politique conventionnelle. De plus, ce n'est pas par hasard que Jésus vient d'un village méprisé, d'une province méprisée : 'De Nazareth, peut-il sortir quelque chose de bon ?' (Jn 1, 46). Tous ces exemples montrent que l'option pour les pauvres est avant tout le choix de *Dieu* - celui de donner un statut privilégié aux 'pauvres'. L'option pour les pauvres que nous faisons, nous, individuellement ou collectivement, n'est qu'une simple tentative de nous ajuster à l'option faite par Dieu.

Marxiste ?

Lorsque le concept de l'option pour les pauvres fut d'abord proposé par les théologiens de la libération, bon nombre de ceux qui s'opposaient à cette idée (y compris certains leaders de l'Église) taxèrent ces théologiens de marxisme. Il est vrai que 'l'option de classe', de style marxiste, et l'option pour les pauvres ont quelque chose de commun. Il existe néanmoins entre les deux une différence notable. La notion marxiste de classe a un sens franchement politique ; c'est pourquoi ceux qui détenaient le pouvoir en Occident virent en elle une sérieuse menace. Il était très facile, par exemple, de penser que si un nombre assez conséquent de gens instruits issus des classes moyennes ralliaient la cause des classes pauvres, ils seraient en mesure de fournir à la masse les capacités d'analyse et d'organisation requises pour susciter une révolution en bonne et due forme.

L'option pour les pauvres' inspirée de la Bible est différente. On ne peut la considérer comme le choix politique intelligent de prendre parti pour une classe ouvrière opprimée mais potentiellement puissante. Il s'agit plutôt de prendre le parti de ceux qui sont les plus marginalisés, les plus faibles d'une société

particulière ou de l'ensemble du monde. Il y a peu de chance pour que les veuves, les orphelins, les 'étrangers' (c'est-à-dire, les réfugiés), les prostituées ou les collecteurs d'impôts deviennent un jour des puissances politiques importantes dans la société. Par conséquent, opter pour les pauvres au sens biblique du terme ne consiste pas à faire un pari politique habile mais à se jeter dans la miséricorde de Dieu. Cela inclut aussi le renoncement à toute probabilité de succès politique au sens conventionnel du terme. En fait, cela implique une redéfinition radicale de la notion même de succès, et de la finalité de l'existence humaine. Cela signifie prendre la décision de chercher son épanouissement et sa joie dans des voies incompréhensibles pour la culture dominante, ce qui représente un défi fondamental face aux hypothèses de la société actuelle.

Redéfinir la justice

À la lumière de ce qui précède, on comprend clairement que l'option pour les pauvres n'est pas quelque chose qui vient s'ajouter à d'autres vertus et à d'autres aspects de la foi chrétienne ; c'est plutôt une option qui transforme radicalement tous les aspects de la vie chrétienne et morale. Aussi transforme-t-elle également la compréhension de l'option pour la justice. Cela signifie que la justice n'est plus à considérer uniquement comme le fait de veiller à ce que les biens disponibles et les avantages soient équitablement distribués. Cela va bien plus loin car on reconnaît tout d'abord que les dons naturels ne sont pas répartis de manière égale; et deuxièmement, on tient compte du lourd héritage d'oppression et de spoliation du passé.

Ceci veut dire que, pour que le monde devienne un lieu de justice, de paix et d'épanouissement véritable, il est essentiel qu'un grand nombre de personnes et des classes entières, des nations et même des continents entiers fassent l'objet d'une attention *préférentielle* pour compenser leur situation défavorisée. Ce point, le Pape Léon XIII l'exprimait déjà clairement dans la première des grandes encycliques sociales, *Rerum Novarum* :

« ... dans la protection des droits privés, [l'État] doit se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses... La classe indigente, au contraire, ... compte surtout sur la protection de l'État. »

Solidarité avec les pauvres

Une option authentique pour les pauvres présente deux aspects également importants : un aspect de 'solidarité' qui touche le style de vie et un aspect politique ou semi-politique qui se rapporte à l'analyse et l'action. L'aspect de solidarité comporte le choix délibéré d'entrer, en quelque sorte, dans le monde des laissés-pour-compte – afin de partager de façon significative leur expérience d'être maltraités, ignorés et abandonnés à leur sort. Ce choix d'un

style de vie différent jaillit de la compassion - mot qui signifie littéralement, souffrir avec les autres -. Il implique le choix d'approfondir cette compassion, en partageant dans une certaine mesure la souffrance des pauvres. En entrant dans le monde des gens défavorisés, on développe et approfondit son expérience de 'souffrir avec' ceux et celles qui vivent en marge de la société. Et ainsi on parvient à partager non seulement leurs peines et leur lutte quotidienne mais leurs espérances et leurs joies.

Quand je parle de choisir d'une certaine manière, le genre de vie des plus pauvres, je parle de la nourriture que nous mangeons, des vêtements que nous portons et de la façon de meubler notre maison. Mais, il y a d'autres points bien plus significatifs encore, tel que le choix des amitiés que nous cultivons, le quartier où nous habitons, le genre de travail que nous entreprenons et les attitudes et le style qui vont avec ces aspects de nos vies. Voilà les choix vraiment significatifs que font la plupart des missionnaires.

En partageant la vie des personnes marginalisées, on commence à sentir cette 'camaraderie' souvent caractéristique de ces groupes. C'est la première situation où les gens peuvent faire ce que j'appellerai ici l'*expérience* de la solidarité, matrice à partir de laquelle peut se développer la *vertu* de solidarité. Sans cette expérience de solidarité, au lieu de penser aux pauvres en disant 'nous', le prétendu réformateur ne peut s'empêcher de dire 'eux/elles', c'est-à-dire d'y penser comme objets de notre compassion. La personne qui ne vit pas en solidarité avec 'les pauvres' peut difficilement éviter d'adopter une attitude paternaliste. Et lorsque qu'elle veut travailler pour que les choses changent, cette personne est tentée de manipulation, c'est-à-dire, d'essayer d'obtenir que les pauvres fassent ce que les 'personnes de bien' pensent qu'il convient de faire. Les pauvres le sentent, quelle que soit la façon dont ce motif est travesti. Pour devenir un agent de change efficace et respecté, il faut entrer dans le groupe de quelque manière ; on doit faire soi-même l'expérience - et être perçu par les autres comme étant 'un des leurs'.

Bien sûr, la personne qui fait ce choix est probablement issue d'un milieu différent et peut-être garde-t-elle un accent différent ou n'a-t-elle pas la même couleur de peau. Dans ce sens, elle sera peut-être toujours considérée comme étant différente ; mais le groupe dans lequel il ou elle est venu(e) vivre ou travailler peut toutefois décider d'admettre cette personne comme 'l'un(e) d'entre eux/elles' - ou tout au moins comme 'un(e) parmi eux /elles' - quelqu'un qui partage leurs intérêts (aux deux sens du terme). Dans ce sens le plus complet, la solidarité est un don que ceux qui sont pauvres ou marginalisés peuvent offrir librement à la personne qui choisit de partager leur vie. C'est un don que l'on ne peut attendre comme un dû ou exiger de leur part. Ils l'accordent à leur heure et dans la mesure qui est la leur, et jamais à ceux qui viennent à eux avec une attitude supérieure ou paternaliste.

Passons à présent de la solidarité, premier aspect de l'option pour les

pauvres, au second aspect qui touche l'action politique ou quasi-politique. La première chose à faire est d'opérer un *discernement* et une *analyse de la situation*. Ceci conduira ensuite à faire un choix *fondamental* pour s'assurer que consciemment ou inconsciemment il n'y a pas de *collusion* avec cette injustice et cette marginalisation. La démarche suivante est l'action concertée pour *défier* l'injustice structurelle et la marginalisation des personnes. Toutefois, il ne suffit pas aux privilégiés de protester *de la part de ceux* qui ont été marginalisés. Le défi doit relever du *groupe lui-même*, étant donné que ce n'est que de cette façon qu'ils peuvent surmonter l'oppression intérieure qu'ils subissent et retrouver leur force psychologique. Parmi ceux qui lancent le défi, il peut se trouver des personnes issues d'un milieu différent, qui font désormais cause commune avec eux – c'est à ce moment-là que les gens privilégiés optent pour les pauvres.

À chaque étape du processus, ceux d'entre nous qui avons fait l'option pour les pauvres ne devons pas croire que nous connaissons les réponses ou même, que c'est à nous de fixer l'ordre du jour. Il faut que les personnes marginalisées puissent parler et agir en leur propre nom. Pour eux, c'est la seule façon de surmonter ce sentiment d'impuissance et de dépendance, composante de base inéluctable de leur situation critique. Ceci veut dire que ceux parmi nous qui avons choisi de vivre en solidarité avec eux, sommes souvent obligés de nous tenir en retrait. Et lorsque nous intervenons vraiment, ce devrait être pour encourager ou aider les gens défavorisés à articuler eux-mêmes leur propre expérience, à essayer de comprendre les problèmes à la base et à planifier une action réaliste pour vaincre leur marginalisation.

L'étape finale de l'option pour les pauvres, c'est de trouver des *alternatives* réalistes à l'état actuel de marginalisation et de commencer à mettre ces alternatives en application. Ceux et celles qui ont opté pour les pauvres et les personnes avec lesquelles ils/elles vivent désormais en solidarité, ne doivent pas s'imaginer que cela se fera facilement ou rapidement. Il se peut que cela exige les efforts de toute une vie, sans aucune garantie de succès à court terme. Ce qui les fait aller de l'avant n'est pas un optimisme naïf mais une espérance fondée sur la confiance en la puissance et les promesses de Dieu. Pour le chrétien, le signe ultime de cette espérance est la Croix - qui, de façon paradoxale, nous rappelle que le succès ne peut venir que par ce qui ressemble à un échec ignominieux.

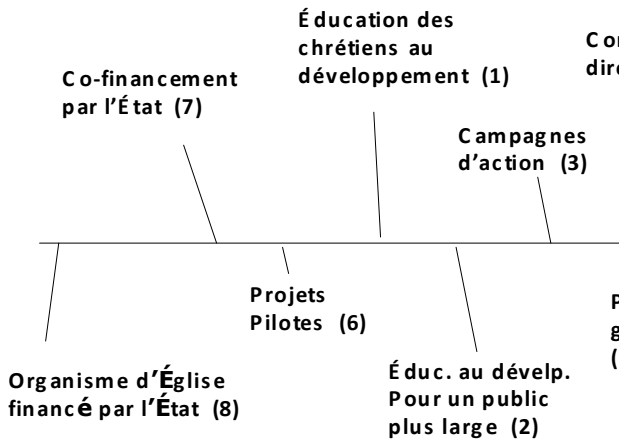
À la lumière du compte rendu que je viens de donner des principales composantes de l'option pour les pauvres, il est facile de voir pourquoi il existe une certaine ambivalence chez des autorités de l'Église par rapport à cette option. Il ne fait pas de doute que, globalement, l'idée d'une option véritable pour les pauvres était et est encore un défi trop grand pour certains leaders de l'Église. Cela explique les diverses tentatives de modérer le concept lui-même, et même de le saper dans la pratique - par exemple, par la nomination de leaders hostiles à cette approche dans son ensemble.

Une des faiblesses de ce modèle 'façon Maritain' est qu'il ne semble guère

tenir compte des activités semi-politiques engagées par des leaders de l'Église et par des organismes dirigés par des autorités de l'Église, qui représentent donc l'Église. Par exemple, il est évident que le travail des services de l'Église pour les droits humains ou encore les projets de réconciliation de l'Église doivent être considérés comme partie intégrante de « l'Église ». De même, la pression exercée par des organismes officiels de l'Église tels que *Caritas*, *Cafod*, *SCIAF*, *Trócaire* etc., est à considérer également comme action 'd'Église'. De plus, l'approche style Maritain, ne semble pas tenir compte de la prise de position très vigoureuse et explicite de Jean Paul II sur de nombreux points de justice et de Benoît XVI lui-même sur le plan politique, lorsqu'il s'est agi de permettre ou non l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne.

En net contraste avec ce 'modèle Maritain' il y a le modèle présenté par la théologie de la libération selon lequel on attend des leaders de l'Église et des instances de l'Église qu'ils prennent fermement position sur les problèmes clés en matière de justice sociale. Ce modèle est tellement connu qu'il n'est pas utile de le détailler ici.

Spectre des réponses



En considérant ce qui se passe effectivement, nous pouvons nous représenter un spectre lumineux sur lequel on peut situer les différentes façons dont l'Église et les instances de l'Église exercent une influence sur les décisions politiques :

1. À un endroit du spectre il y a l'éducation de ses membres par l'Église, en matière de problèmes de justice sociale.
2. Un peu plus loin sur l'échelle, tendant vers la droite, on peut situer les programmes généraux d'éducation au développement, par lesquels les ONG de l'Église cherchent à éduquer le grand public, y compris les non-chrétiens.
3. Plus loin encore viennent les campagnes plus ciblées de sensibilisation de l'opinion publique, lancées par ces organismes. Par exemple, les campagnes

- de Carême visant des problèmes tels que le travail des enfants ou le trafic humain ; ici le but est plus ouvertement politique.
4. On peut voir l'étape suivante dans les campagnes directes et la pression exercée sur le gouvernement pour obtenir des changements dans la politique officielle sur des problèmes spécifiques, comme par exemple, la destruction massive de produits agricoles.
 5. Encore plus loin sur la droite du spectre, on trouve le type de confrontation directe qui intervient quand les gouvernements répressifs sont ouvertement interpellés par des autorités de l'Église aux idées proches des mouvements de libération ; par exemple, l'appel d'Oscar Romero aux soldats de ne pas obéir aux ordres de leurs officiers qui leur demandaient de tirer sur leurs compatriotes ; ou encore le soutien du Cardinal Paulo Evaristo Arns accordé aux groupes de protestation et leur ouvrant les églises pour tenir leurs réunions.
 6. En regardant vers la gauche du spectre, nous pouvons placer l'action des services de l'Église en faveur d'une approche plus coopérante ; telle est la situation lorsqu'un organisme de l'Église met en place un programme pilote de développement, avec l'intention de le remettre entre les mains du gouvernement quand il sera 'sorti de terre', ou dans l'espoir qu'il servira de modèle aux gouvernements.
 7. Lorsque la coopération parvient à l'étape suivante, il s'établit un partenariat permanent avec les autorités civiles, dans lequel les programmes parrainés par l'Église sont co-financés par le gouvernement.
 8. Enfin, il y a des situations où les organismes d'Église deviennent plus ou moins les agents d'application de programmes financés par le gouvernement : nous en voyons des exemples dans la manière dont, en certains pays d'Europe, écoles et hôpitaux appartenant à l'Église sont financés par le gouvernement et font désormais plus ou moins partie intégrante du système national d'éducation et de santé.

Les organismes dirigés par l'Église qui travaillent pour le développement et la justice sont appelés à prendre des décisions stratégiques : il leur faut discerner où il est préférable pour eux de se placer sur le spectre. En pratique, n'importe quelle Église ou missionnaire, ou ONG, peut avoir des programmes placés à divers points du spectre. Ceci est tout à fait acceptable, à condition que le défi lancé par un programme ne s'en trouve pas diminué pour autant, au profit du co-financement d'un autre programme. Il est particulièrement important que les instances ré-évaluent régulièrement leurs décisions afin de s'assurer que ce partenariat et ce co-financement ne les ont pas complètement « apprivoisés » et ne leur ont pas enlevé tout sens critique à propos des points clés.

J'ai vécu plusieurs années parmi des gens très pauvres de communautés urbaines et rurales d'Afrique. Là-bas, j'ai découvert que la longue histoire du colonialisme avait créé chez bon nombre de blancs, un sentiment de supériorité par rapport aux autochtones – ils se croyaient non seulement mieux éduqués mais

aussi plus efficaces et plus honorables moralement que les africains. Ce genre 'd'arrogance culturelle' inconsciente peut s'observer seulement 'd'en bas' et non 'd'en-haut'. Les autochtones africains le remarquaient tout de suite mais ceux d'entre nous, européens ou américains qui avons adopté ce complexe de supériorité collectif s'en rendaient rarement compte.

Le point crucial est que les gens privilégiés sont aveugles sur ces points de présupposés et de préjugés culturels. Cette base psychologique justifie la valeur particulière accordée à l'expérience des pauvres et des personnes défavorisées. Si les gens plus privilégiés ne font pas un sérieux effort pour se faire solidaires des pauvres en partageant leurs expériences, - à un certain degré, tout au moins -, il est presque certain que leur lecture des situations sociales et politiques ne sera pas juste ou sera même inadéquate.

Nous trouvons un exemple évident de cet aveuglement dans la manière dont les experts du FMI lisent la situation de beaucoup de pays pauvres : comme l'a montré l'économiste Stiglitz, ces experts exigent des programmes d'ajustement structurel qui, outre le fait de causer une immense souffrance parmi les gens les plus vulnérables de ces pays, ont prouvé en définitive qu'ils ne servaient pas les meilleurs intérêts économiques de ces pays.

Je terminerai cette étude en proposant deux lignes de conduite à prendre très au sérieux par les missionnaires, par les services chrétiens pour le développement et la justice, et par les groupes gouvernementaux et inter-gouvernementaux concernés par le développement :

- a) Quand on évalue les problèmes sociaux, politiques, culturels ou religieux, il est nécessaire de tenir compte et de faire peser de manière toute particulière la vision et l'expérience qui viennent 'd'en bas', c'est-à-dire, la perspective de ceux qui sont défavorisés. En effet, ceux qui voient les choses uniquement 'd'en haut' n'ont généralement pas conscience d'avoir des taches aveugles sur les yeux à cause de leur situation privilégiée. En conséquence, ces gens sont incapables de saisir la situation de façon juste, et par là, d'élaborer des solutions valables.
- b) Il faut que les gens défavorisés soient impliqués dès le départ, dans toute prise de décision qui les concerne. Si bonnes qu'elles paraissent aux yeux des économistes, des experts en politique ou en théologie, les décisions de type économique, politique, culturel ou religieux qui touchent les personnes défavorisées, ne seront réellement bonnes que si elles ont été prises avec la participation active des personnes concernées. Cette participation ne peut être « ajoutée après coup », alors que les décisions ont déjà été effectivement prises.